

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3. — Etats-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. VII.

No. 14.

JEUDI, 6 AVRIL 1876

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 5 centimes.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

Rédaction, Administration, Bureaux d'Abonnements et d'Annonces : Nos. 5 et 7, Rue Bleury, Montréal.—GEO. E. DESBARATS, Directeur-Gérant.

SOMMAIRE

Sur la question d'Orient.—Devant les comités.—Le Foyer Domestique.—Le pont Royal-Albert.—Exposition Internationale de Philadelphie.—Fin de la guerre civile en Espagne.—Colonisation.—Le Parlement Fédéral.—Vingt mille lieues sous les mers (suite).—Poésie : A travers la vie.—Economie domestique.—Pensées chrétiennes.—Bibliographie.—Owen O'Sullivan.—A Mlle Hortense Villeneuve (sonnet).—Le Brandon de Discorde, ou le Massacre de Lachine (suite).—Conseils d'hygiène pratique.—Nouvelles générales.—Çà et là.—Le Jeu de Dames.—Prix du marché de détail à Montréal.

GRAVURES :—Vue à vol d'oiseau du terrain de l'Exposition Universelle à Philadelphie.—Fin de la guerre d'Espagne.—Owen O'Sullivan.—Marie Plamondon.—Arrivée de Don Carlos au pont d'Arnégy, frontière française.

SUR LA QUESTION D'ORIENT

La Russie est aujourd'hui le nuage, chargé de foudre, qui doit faire trembler les peuples civilisés de l'Europe. Cet immense empire, insatiable d'agrandissement, s'étend sous le seul poids de sa pesanteur. Il s'est avancé dans le nord de la Chine et la Tartarie ; il convoite l'Inde. Par le partage de la Pologne, il regarde au cœur de l'Allemagne ; et de ses possessions danubiennes, il lève la main sur Constantinople.

Comme d'autres pays désirent, suivant leurs aptitudes diverses, la prépondérance intellectuelle, militaire, politique, commerciale, la Russie recherche la prépondérance territoriale, qui lui paraît le plus sûr moyen de commander au monde : tel est son instinct, sa foi. "Constantinople, a dit Napoléon, c'est l'empire du monde ;" et les Russes espèrent, en s'en emparant, la faire parvenir à cette destinée de domination universelle que les efforts de Constantin et de Mahomet II furent impuissants à lui donner.

D'un autre côté, si les Russes faisaient la conquête de la Chine et des Indes, ils pourraient lancer sur l'Europe des nuées de barbares qui y commettraient d'affreux ravages.

Comprenant la moitié de l'Europe et de l'Asie, la Russie menace de se rabattre sur le reste du monde et de l'écraser.

Le profond génie de Napoléon n'avait pas tardé à voir le péril. Il s'enfonça comme un torrent jusqu'aux entrailles de la Russie ; invincibles par les armes humaines, les troupes françaises succombent aux rigueurs de la nature, dans ces climats glacials ; et les Russes l'emportent en fuyant.

Dans l'année 1854, la France unie à l'Angleterre vint arrêter la marche lente, mais ferme, de la Russie aux rives du Bosphore. Alors la Russie tint tête, et se défendit longtemps avec courage contre plusieurs nations alliées.

En 1870, le ministre Gortschakoff, prévenu contre la France, à cause de la guerre de Crimée et de l'appui moral donné par Louis-Napoléon à la Pologne, fit adopter par le Czar une politique de non-intervention dans le duel sanglant de la France et de la Prusse. Il croyait aussi que la guerre entre les deux puissances serait longue ; que, saignées l'une et l'autre, affaiblies, anéanties, elles laisseraient la Russie se poser en arbitre souverain, faire elle-même les conditions de paix, et prendre enfin Constantinople. Mais les faits trompèrent ses prévisions. La Prusse était plus forte que jamais. Cependant la Russie obtint le bénéfice, sans doute en récompense de sa non-intervention, de faire reviser le traité de Paris qui défendait l'entrée de la mer Noire à ses navires de guerre, et d'envahir le Khokand qui était un obstacle dans sa marche aux Indes.

De nos jours, l'insurrection de l'Herzégovine reporte l'attention de la Russie vers Constantinople. Les habitants de l'Herzégovine, lésés dans l'exercice de leur religion, ne pouvant atteindre aux charges administratives, judiciaires et militaires, lèvent l'étendard de la révolte. Ignorés, à peine connus, leur courage, auquel répondent des avantages signalés, jette soudain un grand éclat, qui nous fait voir la faiblesse de la Turquie, l'indolence de ses habitants, la ruine de ses finances, et son incapacité d'administration.

L'empire turc, comme un édifice en ruine, voit se détacher de lui des provinces entières, dont les royaumes voisins se disputent la possession.

Dès 1776, la Bukovine est cédée à l'Autriche, et en 1812, la Bessarabie devient le partage de la Russie. La Serbie, insurgée dans l'année 1804, sous la conduite de Czerni-Georges, qui tint pendant huit ans la puissance ottomane en échec, se donne un gouverneur en 1817. Vers le même temps, la Moldavie et la Valachie proclament leur indépendance, et se fondent ensemble sous le nom de Roumanie. Les Grecs, en 1830, après des combats héroïques, se délivrent complètement de l'autorité turque ; et en 1840, Méhémet-Ali, qui battait partout le sultan Mahmoud, s'empare, malgré l'intervention étrangère, l'Égypte de la Turquie.

A présent, le Monténégro, la Serbie et d'autres provinces qui forment des États presque absolument indépendants, se préparent à prêter main-forte aux Herzégoviniens et aux Bosniens révoltés. Mais la Russie, la Prusse et l'Autriche les empêchent de prendre part au mouvement insurrectionnel. Ces derniers, qui tournent autour de la Turquie comme autour d'une proie à dévorer, craignent une confédération des États slaves qui constituerait une vraie puissance. Ils préfèrent ainsi laisser s'affaiblir mutuellement les Turcs et les Herzégoviniens, qui forment deux forces suffisantes et égales à venir en collision, l'une par l'esprit de courage, l'autre par la masse du nombre.

Entre les trois grands empires du Nord, il règne néanmoins de grandes difficultés dans le cas du partage de la Turquie. L'Autriche et la Prusse voient d'un œil inquiet l'agrandissement continu de la Russie, qui, en outre de Constantinople, pourrait englober les petits États indépendants par le protectorat religieux et l'idée du panslavisme. L'Autriche, qui désire s'étendre au Sud, se gardera bien de s'unir à la Prusse qui l'a humiliée à Sadowa, d'autant plus qu'elle tient à conserver les neuf millions d'Allemands qui composent une partie considérable de sa population, et que la Prusse pourrait s'adjointre un jour par la tendance de Bismarck d'acquiescer la suprématie temporelle et spirituelle sur toute terre où l'on parle l'idiôme teuton. Pour l'accomplissement de ce dessein, la Prusse ne se hâte pas de déclarer la guerre à l'Autriche, parce qu'elle redoute l'alliance de cette dernière avec la Russie. C'est pourquoi elle abaisse devant l'aigle russe sa présomption de prépondérance européenne, et cultive son amitié, par crainte de la revanche française, cauchemar perpétuel de l'Allemagne.

Les choses en étaient là, et chacun des trois empereurs attendait patiemment une occasion favorable, lorsque l'Angleterre, à laquelle on ne daignait pas penser, mais qui agissait sous main, fait irruption

tout à coup dans le canal de Suez, par l'achat des actions du Khédive. Abandonnant aux trois empires du Nord la Turquie qu'elle trouve assez défendue par leur propre rivalité, elle dirige ses regards vers l'Égypte, et convainc le Khédive de la nécessité pour lui de mettre sa confiance dans les nations occidentales de l'Europe, qui seules pourraient empêcher la Russie d'avancer jusqu'à lui et de prendre son royaume.

A cette nouvelle, il y eut un grand émoi dans le monde politique. Les trois empires, la Prusse surtout qui voyait bien l'Angleterre se moquer de ses menaces de vieille duègne, cherchèrent, par le moyen de leur presse, à détourner sur la France, leur victime, l'injure et le dommage qui tombaient de ce fait, directement sur eux. La France ne perdait pas autant qu'on l'avait cru d'abord ; elle demeurait la principale actionnaire du canal de Suez, et la part de l'Angleterre n'était que celle-là même que Ferdinand de Lesseps lui avait proposée, lors de l'inauguration du canal.

Si la Prusse fut blessée dans sa gloriole, la Russie le fut davantage dans ses desseins, qu'elle se pensait prête à atteindre. La possession de Constantinople la rendait à peu près maîtresse du commerce des Indes. Constantinople détournait la source des richesses de l'Angleterre pour la faire affluer en Russie. Mais à présent, l'influence de l'Angleterre en Égypte et sa propriété dans le canal de Suez continuent à faire d'elle le principal marché des produits indiens.

Si une guerre venait à éclater entre l'Angleterre et la Russie, la dominatrice des mers, libre en Égypte, pourrait faire passer ses flottes formidables aux rivages de l'Inde plus facilement que le chemin de fer centre-asiatique n'y mènerait les Russes. De plus, pour garantir tant qu'elle peut son empire colonial, l'égoïste Albion adopte envers ses sujets indous une politique de condescendance et d'amour ; et les fêtes données pour célébrer le voyage du prince de Galles ne contribuent pas peu à rapprocher les habitants de leurs maîtres. Cette conduite de l'Angleterre est nécessaire aujourd'hui ; car une révolte des Indous serait maintenant difficilement réprimée, à cause des Russes qui ne se feraient pas faute de leur venir en aide.

A ce prompt revirement dans la poursuite de leurs projets, les empires du Nord se réveillèrent de la torpeur de leurs hésitations : et dans une entrevue, leurs souverains proclamèrent que l'alliance entre eux était plus resserrée que jamais. Qu'ils prennent garde cependant, dans cet embrassement étroit, de sentir la pointe du poignard que chacun d'eux cache dans son sein, poignard qui n'attend qu'une occasion pour rompre, dans une explosion de haine, leurs amitiés intéressées.

Que pouvons-nous penser pour l'avenir de ces complications européennes ? Comment dévider les fils de cette trame diplomatique ? La peur est dans le plus grand des empires comme dans le plus petit État. Toutes les forces se neutralisent les unes les autres. Mais par cet équilibre, la liberté règne dans les petits États vis-à-vis les grands. L'Église, menacée, sourdement minée, n'en fait pas moins entendre sa voix plus forte que les canons pour reprendre ses persécuteurs, et demander justice envers ses ouailles.

Cet équilibre européen repose sur des

pièces tellement dépendantes les unes des autres, qu'il suffit d'en retirer une pour faire crouler tout l'édifice. Il y a longtemps que les armées ennemies, en présence, attendent le signal du combat. L'Europe est comme une immense poudrière qu'une seule étincelle peut faire sauter.

D'où partira cette étincelle ? De l'Herzégovine ? de la part que prendraient à l'insurrection, malgré l'opposition des empires du Nord, le Monténégro, la Serbie et la Roumanie ? du rejet par les insurgés de la note Andrassy ? d'un massacre de chrétiens fait par les Musulmans fanatiques ? du choc de la rencontre, en Asie, de l'Angleterre et de la Russie, ou de quelque autre des cas de guerre en suspens ? Personne ne peut le prédire, comme personne ne sait qui souffrirait le plus des désastres d'une guerre générale. L. GOUGEON.

Mars 1876.

DEVANT LES COMITÉS

Le comité sur les chemins de fer a siégé le 28 mars et a pris en considération le bill concernant le pont Royal-Albert. M. Andrew Allan a comparu devant le comité et s'est opposé au projet. Il a allégué que la vélocité du courant serait considérablement augmentée par la pose de deux piles entre la rive nord du fleuve et l'île Sainte-Hélène, et que le danger serait plus grand pour descendre que pour monter ce courant.

M. Page, ingénieur en chef du département des travaux publics, croit que les objections faites au projet sont d'un caractère très-sérieux, attendu que l'endroit choisi se trouve être dans le plus fort du courant.

M. Legge dit que la compagnie adopterait pour plan la construction d'un pont entre Hochelaga et l'île Ronde, si on donne pour objection l'augmentation de la force du courant.

M. Mackenzie dit que ce plan a été examiné par les ingénieurs du gouvernement et qu'aucune opinion ne pourrait être donnée sur le sujet.

M. Holton dit qu'on ne saurait rien faire avant la session prochaine.

L'hon. John Young retire alors le bill.

L'hon. sénateur Cochrane, de Compton, s'est exprimé ainsi devant le comité de l'Agriculture :

"J'aimerais que l'on encourageât les manufactures du pays ; cela nous donnerait un marché où nous pourrions écouler nos produits agricoles. De cette façon, les cultivateurs obtiendraient de meilleurs prix que lorsqu'ils vendent leur grain pour l'exportation.

"Je suis tout à fait convaincu que, dans la province de Québec, la protection des manufactures serait à l'avantage des cultivateurs.

"Je ne m'oppose pas à ce qu'un droit soit imposé sur les grains bruts et sur la fleur, car je suis d'opinion que le cultivateur en retirera quelque profit ; en outre, ce droit encouragera la culture des grains. Je ne pense pas que le libre-échange avec les États-Unis soit à l'avantage des cultivateurs ; je préférerais un tarif de 20 par cent.

"Je crois que l'état de choses actuel porte préjudice à nos cultivateurs."